

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL EN VEILLE...

Lettre d'information n°6

Chaire Entrepreneuriat Social ESSEC - Juillet - Août - Septembre 2006

EDITO :

Internet et les nouvelles technologies se trouvent bien souvent au cœur des initiatives socialement innovantes lancées ces derniers temps. Ils apportent une réponse nouvelle à des problèmes sans solution jusqu'alors : permettre aux sourds de communiquer avec le monde comme souhaite le faire Websourd ou encore offrir à chacun la possibilité de réduire voire annuler son impact sur le climat comme le propose 3 nouveaux sites Internet français. La transparence reste un des fers de lance des différentes initiatives en faveur de la professionnalisation des organisations de l'économie sociale et solidaire comme le prouvent la récente signature par 11 des principales ONG internationales d'une Charte de la transparence, ainsi que le lancement par la Chaire Entrepreneuriat Social de l'ESSEC d'un dispositif d'évaluation des pratiques de gestion, de gouvernance et de transparence des associations indépendantes de taille moyenne.

Enfin l'Investissement socialement responsable continue sa progression en France et à l'étranger comme en témoignent le récent bilan annuel de l'ISR en France de Novéthic et le lancement par les Nations Unies des Principes pour l'Investissement Responsable (PIR). Tel est le menu de cette lettre de juillet : bonne lecture avant des vacances que nous vous souhaitons reposantes et ensoleillées, comme il se doit.

Pour l'équipe de la Chaire
Thierry Sibieude

AU SOMMAIRE :

Entrepreneuriat social :

- Initiatives sociétales : zoom sur des initiatives privées pionnières oeuvrant pour un changement à grande échelle de notre société
- Management des entreprises sociales : de nouveaux outils au service de la professionnalisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire
- Environnement des entrepreneurs sociaux : aide au financement, accompagnement et conseil aux entrepreneurs sociaux, actualités juridiques : toutes les informations utiles au travail des entrepreneurs sociaux

Responsabilité sociale des entreprises :

Les initiatives remarquables en matière de responsabilité sociale au sein des entreprises

Mais aussi :

INITIATIVES SOCIALEMENT INNOVANTES

Websourd : l'Internet et les nouvelles technologies au service des sourds

La surdité est un handicap touchant près de 500 000 personnes en France (déficience auditive profonde ou sévère selon l'UNAPEDA qui dénombre plus de 4 millions de malentendants soit 6,6% de la population. La surdité congénitale touche un nouveau né sur 1000, soit 700 enfants sourds chaque année). Totalement exclus de la société d'information et de communication actuelle, les malentendants sont frappés par une grave exclusion sociale. 60% des personnes sourdes en France sont au chômage. Pire encore, 60% à 80% de cette population est frappée d'illettrisme. Petite société toulousaine créée en 2001, Websourd veut rompre l'isolement social des sourds en s'appuyant sur le potentiel des nouvelles technologies et de l'Internet. Pour répondre à ce défi, l'entreprise a concentré ses efforts sur deux axes principaux :

- faciliter la relation des malentendants avec leur environnement institutionnel et notamment simplifier leurs démarches administratives
- offrir aux malentendants un accès à l'information et la culture

Websourd a ainsi développé un service de visio-interprétation, utilisé par les CAF et la mairie de Toulouse notamment, permettant d'établir une communication entre l'agent d'accueil et la personne malentendante grâce à l'intermédiation d'un interprète via Internet et webcams. Le site Internet de Websourd, entièrement bilingue (français et langue des signes) propose des vidéo-clips sur l'actualité, une information culturelle et générale sur le monde de la surdité ainsi que des informations pratiques touchant à la vie quotidienne.

Une innovation technologique relativement simple donc, mais à très fort potentiel, et qui n'est d'ailleurs pas restée inaperçue. L'entreprise a ainsi été récompensée par Oséo, le Ministère de la Recherche et l'ANVAR, l'Agence française de l'innovation et la fondation Altran pour l'innovation technologique.

Créée en août 2001 sous forme associative, Websourd est aujourd'hui une SCIC intégrant plus de 90 entités et douze salariés à son capital. L'entreprise s'est très fortement appuyée et nourrie de cette démarche partenariale et participative pour la construction de son projet.

Enfin, la société est une entreprise d'insertion animée par une équipe mixte de 15 personnes, composée de sourds et d'entendants, dont la langue de travail est la langue des signes.

Accéder au site de websourd : websourd.org

Compenser ses émissions de CO2 : 3 initiatives innovantes pour que les citoyens diminuent leur contribution au changement climatique

Conséquence directe des activités de l'Homme sur Terre, l'aggravation du phénomène de réchauffement climatique et ses conséquences sur la planète sont devenus l'un des enjeux majeurs de nos sociétés. Individuellement, la meilleure façon de ne pas contribuer au réchauffement, est de limiter les émissions de CO2 dont on est directement responsable : éviter les déplacements en avion, privilégier les transports en commun, limiter le chauffage de son logement, consommer des produits locaux et de saison, trier ses déchets, utiliser des énergies renouvelables... Bien qu'essentiels, ces actes de vigilance individuelle ne suffisent

pas. Aujourd'hui, les émissions moyennes directes d'un foyer français sont de 9 tonnes de CO2 par personne et par an. Durablement, la planète ne peut supporter que 2 tonnes de CO2 par personne et par an, soit l'équivalent de ce qu'émet une personne en effectuant un aller-retour Paris-New York en avion ! Bref, un objectif presque inatteignable à court terme pour un individu dans la société de consommation telle qu'elle est aujourd'hui. Pour répondre à ce problème, trois initiatives françaises proposent aujourd'hui des services de "compensation de CO2", vous permettant de limiter la quantité de carbone que nous ne pouvez pas réduire seul ou dont la réduction vous coûterait trop cher : co2solidaire.org, goodplanet.org et climatmundi.fr.

Ces trois sites Internet vous proposent de calculer les émissions de CO2 résultant de vos déplacements en avion ou voiture et vous proposent ensuite de réduire voire d'annuler cette quantité par une compensation financière. Climatmundi va même plus loin en vous proposant de calculer et compenser les émissions de CO2 résultant de votre habitat (consommation de gaz, électricité et fuel). L'argent que vous versez est utilisé pour financer des projets ayant pour objectif la réduction de la quantité de CO2 dans l'atmosphère : reforestation, développement des énergies renouvelables... Pour le prix d'un plein d'essence, vous annulez l'impact sur le réchauffement climatique de votre voiture pendant un an ou de votre vol Paris-New York.

MANAGEMENT DES ENTREPRISES SOCIALES

Naissance du référentiel ESSEC "Bonnes Pratiques et Transparence Associatives"

En 2005, à la suite d'une rencontre avec la fondation espagnole Lealtad, spécialisée dans l'évaluation de la transparence et des pratiques de gouvernance associative, et après une étude des dispositifs similaires existant en France (comité de la charte, BVQI, BMJ Rating, démarches qualité des grands réseaux...), la Chaire Entrepreneuriat social de l'ESSEC a décidé de créer, sous l'impulsion de Marie Trelu Kane avec le concours de Magali Rozec et Alexia Paternotte, un référentiel de bonnes pratiques et de lancer un dispositif d'évaluation des pratiques de gestion, de gouvernance et de transparence des associations indépendantes de taille moyenne non concernées par les autres dispositifs. Une occasion d'apporter un outil et un service utiles au secteur, tout en proposant à ses étudiants une opportunité d'apprentissage complémentaire : analyser les pratiques de gouvernance, de gestion, et de transparence, d'une association en faisant la demande. Le référentiel est désormais créé, et a été validé par un comité scientifique composé à la fois d'experts du secteur associatif et de financeurs publics et privés (cf. rubrique actualités de la chaire). Il sera testé par l'audit de trois associations à la rentrée scolaire prochaine, et diffusé largement au sein du secteur associatif dans le courant de l'année 2007. Conçu pour servir de guide de bonnes pratiques pour les associations, ce référentiel pourra servir de base aux réflexions en cours sur une norme afnor, réflexions auxquelles la chaire va s'associer.

Une Charte de transparence pour les ONG

Les dirigeants de 11 des principales organisations internationales de défense des droits humains et du développement environnemental et social ont publiquement adhéré, le 6 juin dernier, au premier code de conduite international et multisectoriel des ONG. Parmi les organisations signataires : Save the Children, Amnesty International, Friends of the earth,

Greenpeace, Oxfam ou encore Transparency International. Par cette mesure sans précédent, des organisations internationales issues de la société civile se sont réunies pour démontrer leur engagement en faveur de la transparence et de la responsabilité. La Charte de responsabilité définit les valeurs fondamentales et les principes opératoires des ONG internationales. Parmi ceux-ci figurent la bonne gouvernance et la bonne gestion ; les engagements relatifs à la collecte de fonds et la prise en compte de toutes les parties prenantes. La Charte fait également spécifiquement référence au respect des principes universels (comme la Déclaration universelle des droits de l'Homme), à l'indépendance, à la responsabilité des prises de position, à l'efficacité des programmes, à la non discrimination, à la transparence et à l'éthique de la collecte de fonds. Un système d'évaluation de la Charte afin qu'elle puisse être améliorée et mise à jour à la lumière de l'expérience devrait être mis en place prochainement. Pour en savoir plus : [ici](#)

Publications :

Plusieurs publications gratuites concernant le management des organisations à but non-lucratif sont parues ces dernières semaines. La Caisse des Dépôts, la Chaire Entrepreneuriat Social de l'ESSEC (Anne Claire Pache et Géraldine Chalancon) et l'Avisé ont publié un [document consacré à la duplication d'entreprises sociales](#). Il présente une synthèse des différents modèles de duplication d'entreprises sociales, de nombreuses études de cas ainsi que des témoignages d'entrepreneurs. Coordination Sud a sorti le [guide Partenariats](#), conçu pour accompagner les ONG françaises et leurs partenaires du Sud et de l'Est dans leurs réflexions et leurs pratiques de partenariat. Issu de la capitalisation des expériences de 36 ONG françaises et étrangères, il propose des éléments de réflexion et des outils méthodologiques simples, pour améliorer les pratiques dans trois domaines : la définition d'une stratégie de partenariat ; le renforcement de capacités dans le cadre d'un partenariat ; la contractualisation du partenariat. Enfin, l'organisation américaine Grantmakers for Effective Organizations propose un [outil d'évaluation des jeunes organisations à but non-lucratif](#) permettant d'auto-identifier et mesurer leurs risques dans plusieurs domaines clés du management : la gouvernance, le développement, les finances, les ressources humaines et la communication.

ENVIRONNEMENT DES ENTREPRENEURS SOCIAUX

Aide au financement : EKILIBRE : concours sur le commerce équitable

La DIIESES (Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale), organise la deuxième édition du concours EKILIBRE, qui récompense les meilleurs projets de créations d'entreprises nouvelles dans le domaine du commerce équitable. Plus de 170 projets avaient été présentés l'année dernière. Le premier prix sera remis à une " jeune " entreprise, coopérative ou association du commerce équitable de moins de 24 mois qui aura démontré l'efficacité de son modèle économique et l'innovation qu'elle apporte au secteur par ses choix technologiques, éthiques ou commerciaux. Le second prix, destiné à récompenser le meilleur projet de commerce équitable à lancer dans l'année, s'adresse plus particulièrement aux étudiants, notamment des écoles de commerce. Les dotations seront chacune d'un montant de 5 000 euros. Les dossiers de participation devront être remis avant le 30 septembre 2006 à l'adresse suivante :

diises-officiels@sante.gouv.fr.

Aide au financement : Site Internet d'aide à la recherche de financements

La Guilde Européenne du Raid a inauguré le 22 juin dernier son site Internet d'aide à la recherche de financements. Conçu grâce au soutien de l'Agence Française de Développement, ce site recense près de 350 dispositifs de financements de projets. Il a pour objectif de faciliter les démarches de recherche de financements, en permettant à chacun d'identifier un nombre important de partenaires financiers potentiels, et d'encourager un meilleur ciblage des demandes de financements par une information claire et actualisée sur les critères d'éligibilité des bailleurs. Un moteur de recherche très simple d'utilisation fournit une liste de résultats. Les caractéristiques de chaque bailleur sont ensuite décrites dans une fiche d'identité. Accéder au site : [ici](#)

Accompagnement des entreprises sociales : ELICE : une école pour l'insertion par la création d'entreprise

L'école pour l'insertion par la création d'entreprise (ELICE) récemment ouverte à Neuilly dans les Hauts de Seine aide les bénéficiaires du RMI à concrétiser un projet de création d'entreprise. L'équipe pédagogique de l'école est composée de psychologues formateurs, de formateurs spécialisés en création d'entreprise et de professionnels reconnus de l'entreprise et de l'accompagnement à la création d'entreprise. Le parcours de formation comprend trois unités de formation avec un objectif déterminé pour chacun : développer l'autonomie personnelle du futur créateur, confirmer sa compétence métier et préparer la bonne marche de son projet par la formation et l'accompagnement. Ces phases de formation sont suivies d'un accompagnement personnalisé pour que le futur créateur puisse évaluer lui-même son parcours de formation et sa progression personnelle. L'objectif de l'école est d'accompagner 500 porteurs de projet par an.

Pour en savoir plus : [ici](#)

Accompagnement des entreprises sociales : Conférence sur le thème "Accompagner le développement de l'entrepreneuriat social", Paris, le 4 juillet 2006

L'AVISE a organisé en partenariat avec le programme LEED de l'OCDE une journée de conférences, débats et tables-rondes sur le thème "Accompagner le développement de l'entrepreneuriat social : Regards croisés sur des expériences internationales". Cette journée adressée aux réseaux de l'économie sociale et solidaire, d'appui à la création d'entreprise, aux représentants des pouvoirs publics comme aux organismes de formation, avait pour objectif de faire découvrir et partager des "expériences réussies" d'accompagnement du développement de l'entrepreneuriat social issues de différents pays de l'Europe et de l'OCDE. A cette occasion Thierry Sibieude a animé une table-ronde sur le thème "des formateurs et accompagnateurs au service des entrepreneurs sociaux".

En savoir plus : [ici](#)

Actualité juridique : Guide des associations

Un nouveau guide des associations, co-édité par La Documentation française et Les Journaux officiels, apporte une information exhaustive concernant la création et le fonctionnement des associations mais également leur patrimoine (dons, mécénat, parrainage), les ressources humaines (bénévolat, salariat), ainsi que la comptabilité et la fiscalité. Le guide propose

également à ses utilisateurs des conseils, des modèles de statuts et de lettres, des adresses Internet et des réponses aux questions les plus courantes. Collection Droits et démarches. En savoir plus : [ici](#)

Actualité juridique : Création d'une Commission Nationale du Commerce Equitable

Le gouvernement, par décret du 3 mai 2006, met en place une Commission Nationale du Commerce Equitable (CNCE) visant à reconnaître officiellement les acteurs du commerce équitable. Cette instance publique sera chargée de reconnaître les organismes de certification du commerce équitable. Sa création fait suite à l'introduction dans la loi du 2 août 2005 d'un amendement consacrant une reconnaissance publique de la pratique du commerce équitable. Cette annonce succède à une enquête de la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) révélant un bilan "peu satisfaisant" de la filière : "des anomalies ont été constatées sur le respect des règles générales de qualité, de sécurité et commerciales", certains produits sont labellisés équitables alors qu'ils ne comprennent que 25% d'ingrédients issus du dit commerce...

Siègeront au sein de cette Commission Nationale du Commerce Equitable : huit représentants du gouvernement, huit ONG et associations de commerce équitable, deux professionnels du secteur, deux associations de consommateurs et deux personnes qualifiées. Quant aux critères de référence utilisés par la Commission, ils proviendront des travaux de l'Association française de normalisation (Afnor) et concerneront : l'objectif de l'organisme, son indépendance, sa transparence, sa présence auprès des producteurs, ses contrôles auprès des importateurs, la sensibilisation et l'accompagnement de ses démarches. La création d'une telle institution publique est une première en Europe, et pourrait inspirer des initiatives comparables chez nos voisins.

INITIATIVES MARQUANTES DANS LE CHAMP DE LA RSE

- **Pleine croissance pour le marché français de l'ISR (Investissement Socialement Responsable)**

Novethic a présenté le 17 mai sa troisième enquête annuelle sur le marché de l'investissement socialement responsable. Fin 2005, le marché français a atteint 8,8 milliards d'euros, soit une augmentation de 27% en un an. Cette progression résulte en grande partie de l'émergence de l'épargne salariale socialement responsable. En effet, même si les encours des institutionnels restent largement majoritaires, l'épargne salariale investie en ISR augmente beaucoup plus fortement (61% en 2005 contre 21% pour les institutionnels). 2005 constitue donc un tournant dans la composition du marché français de l'ISR. Novethic voit dans cette évolution la cristallisation de plusieurs facteurs : l'intérêt croissant des épargnants pour l'ISR, la création de nouveaux produits et la bonne santé générale des marchés actions. Les potentialités sont toutefois encore importantes, les encours ISR ne représentant aujourd'hui qu'un peu moins de 2% du total de l'épargne salariale. La sensibilisation sur le sujet, alliée à l'élaboration d'offres incitatives pour les salariés, sont donc deux leviers à renforcer. En outre, la progression de

l'ISR dans les années 2006 et 2007 devrait être fortement alimentée par l'appel d'offre pour un montant de 600 millions d'euros du Fonds de Réserve des Retraites (FRR), ainsi que l'annonce de l'ERAFP (Retraite Additionnelle de la Fonction Publique) d'investir sur le marché de l'ISR l'ensemble de ses encours.

Pour en savoir plus : [ici](#)

- **Principes pour l'Investissement Responsable**

Les Nations Unies poursuivent leur engagement en faveur du développement durable et ont lancé le 27 avril dernier à New York et le 2 mai à Paris les "Principes pour l'Investissement Responsable". Fruit d'un travail qui a duré presque un an, initié par le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et placé sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement à travers son département Finance (UNEP-Fi), les PRI ont déjà reçu le soutien de nombreux investisseurs et gestionnaires de fonds. La valeur globale des fonds les soutenant atteint un montant global de plus de 4 000 milliards de dollars. La Caisse des Dépôts a fait partie des premiers à s'engager dans cette démarche et constitue le principal partenaire financier de cette initiative. Les PRI se déclinent en 35 actions possibles qui concernent une variété de problématiques comme les décisions d'investissement, l'actionnariat actif, la transparence, la collaboration entre signataires et la volonté de faire adopter ces pratiques par le secteur financier dans sa totalité. Ils marquent une étape décisive dans le monde de la finance en fournissant une reconnaissance officielle aux questions de responsabilité sociale dans ce secteur, au-delà du champ de l'Investissement Socialement Responsable.

En savoir plus : unpri.org

L'ACTUALITE DE LA CHAIRE

Projet ESSEC - Bonnes Pratiques et Transparence Associatives : première réunion du Comité scientifique

Le Comité scientifique du Projet ESSEC - Bonnes Pratiques et Transparence Associatives s'est réuni pour la 1ère fois vendredi 30 mai 2006 à l'ESSEC à Cergy Pontoise. Composé de personnalités et experts du monde associatif, de celui de la certification des associations, mais aussi de représentants des financeurs du secteur, publics et privés, ce comité a pour vocation d'éclairer les orientations du projet pour qu'il soit le plus utile possible pour les acteurs du secteur. Ce comité comprend :

- Edith ARNOULT-BRILL : Présidente du Conseil National de la Vie Associative
- Yves AUBERT : Directeur Général Adjoint chargé de la Solidarité du Conseil Général du Val d'Oise
- Cyril BARABAN : Directeur de Prisme 95, Dispositif Local d'Accompagnement pour le 95
- Henri DE REBOUL : Délégué Général de l'IMS - Entreprendre pour la Cité
- Pierre DOUNIOL : Directeur Adjoint de l'Economie sociale à la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne
- Daniel GENTIL : Délégué Général de l'Association Française des Trésoriers et

Responsables d'Associations

- Jacques HINTZY : Président d'Unicef France
- Dominique LEMAISTRE : Directrice du Mécénat à la Fondation de France
- Philippe MARESCAUX : Expert en certification (Comité de la Charte, BVQI)
- Olivier MASSON : Avocat à la Cour, expert en fiscalité et droit associatif
- Bertrand ORAVEC : Directeur Développement Social et de la Logistique de la MAIF
- Gérard SARRACANIE : Directeur de la Vie Associative auprès du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative

Lors de sa 1ère séance, le Comité a validé l'utilité du dispositif, sa cible (les associations de taille moyenne, prioritairement indépendantes des grands réseaux), et validé la pertinence du projet de référentiel de bonnes pratiques proposé par l'équipe de la chaire, apportant par ailleurs des suggestions d'amélioration.

" Une Grande Ecole : Pourquoi pas moi ? " : Clôture du 2ème cycle

Les lycéens de la deuxième promotion du programme "Une Grande Ecole : Pourquoi pas moi ?" de l'ESSEC, animé par Chatal Dardelet et Nathalie Goyet, ont clôturé leurs trois années de programme lors d'une cérémonie de départ qui s'est tenue le 26 mai dernier. En janvier 2004, ils étaient 24 élèves de seconde des lycées Braque d'Argenteuil, Galois de Sartrouville, Galilée et Jules Verne de Cergy, à se lancer dans l'aventure. Aujourd'hui les 23 lycéens de cette promotion s'accordent à dire que le programme a été pour eux une découverte à plus d'un titre : découverte du monde étudiant, de celui de l'entreprise, découverte également d'options d'orientation plus larges que celles qu'ils avaient initialement envisagées. Au fur et à mesure des 3 années, leur projet professionnel s'est précisé, ainsi que la filière de formation à suivre pour y parvenir. Sur les 23 lycéens de la deuxième promotion : 13 intègrent une classe préparatoire (essentiellement scientifique), 5 ont opté pour une école post-bac, 2 se dirigent en faculté, 2 vont suivre une filière spécialisée en arts plastiques et 1 lycéenne a choisi de partir étudier à l'étranger.

Soirée de remise des Titres de la Chaire :

13 étudiants membres de la Chaire Entrepreneuriat Social ont reçu leur titre de Chaire le 18 juin dernier en présence de nombreux autres étudiants, des partenaires de la chaire (notamment Benoit Catel, directeur de l'économie sociale et du logement social de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne, Thomas Busutill, directeur du développement durable de SFR, Claude Oreja de la MACIF), de Pierre Tapie, Directeur Général du Groupe Essec, de Marc Demange, vice-doyen des professeurs, et de l'ensemble de l'équipe pédagogique de la Chaire. Les 13 diplômés de cette année (5 étudiants de la promotion 2003 et 8 de la promotion 2004), viennent rejoindre le banc des étudiants ayant rempli l'ensemble des exigences requises par la chaire pour l'obtention du titre (validation de 4 cours obligatoires, expérience professionnelle de plus de 6 mois dans le secteur de l'économie sociale ou dans le domaine de la RSE, et participation active à l'ensemble du séminaire proposé par la chaire (visites d'acteurs, voyage d'étude, business plan social)). Parmi les diplômés de cette année 6 souhaitent s'orienter vers le secteur de l'économie sociale et solidaire directement à leur sortie de l'ESSEC (et 5 y sont déjà) et les 7 autres préfèrent commencer par une première expérience dans l'entreprise "classique" : 3 pour bénéficier d'une première expérience avant de s'orienter définitivement vers l'ESS, 2 dans le conseil en développement durable et santé et enfin 2 dans les ressources humaines en entreprise. Cette remise de titre a également été l'occasion pour les étudiants de remercier la Chaire pour cette expérience riche et passionnante que tous considèrent comme un gros plus de leur formation à l'ESSEC.

Présentation finale des Business Plans sociaux

Les étudiants de la promotion 2006 de la Chaire Entrepreneuriat Social ont présenté, mercredi 21 juin 2006, la version finale des Business Plans sociaux sur lesquels ils ont travaillé depuis le mois de janvier 2006, en présence des porteurs de projets et des partenaires de la Chaire (Bertrand Oravec, directeur du développement durable de la MAIF).

Présentation finale des travaux du séminaire d'application sur la diversité

Le séminaire d'application sur le thème de la gestion de la diversité dans l'entreprise, intitulé "Personnes handicapées, séniors, femmes et minorités visibles : mettre en œuvre l'égalité des chances dans le cadre des processus de recrutement", s'est achevé le 17 juin dernier par une présentation des étudiants de leurs travaux devant Rodolphe Vidal, animateur du séminaire. Dans le cadre de ce séminaire les étudiants de la Chaire ont participé, aux côtés d'autres grandes écoles, à une enquête du Syntec Recrutement \ldblquote Le défi de la diversité : l'identification des talents". Les résultats de cette enquête ont été présentés le 22 juin lors d'une conférence du Syntec où les étudiants sont intervenus. La Chaire était représentée lors de cette soirée par Nathalie Goyet, coordinatrice Val d'Oise du programme "Pourquoi pas moi ?".

Rencontres professionnelles : le partenariat stratégique Macif, Maif, Caisses d'épargne

Gérard Andreck, Président Directeur Général de la MACIF, Dominique Thiry, Directeur Général de la MAIF et Nicolas Mérindol, Membre du Directoire de la Banque Commerciale et de la Stratégie des Caisses d'Épargne ont reçu les étudiants de la Chaire le 7 juin dernier dans les locaux de la MACIF afin de leur présenter les enjeux du partenariat stratégique qui unit ces trois entreprises de l'économie sociale.

Renouvellement des partenariats de la Chaire

La Caisse des Dépôts et Consignations a renouvelé son partenariat avec la Chaire pour trois ans.

Merci à Patrick Baquin mais aussi à Marc Saint Olive et Hélène Cataix pour leur soutien et leur confiance.

La Chaire Entrepreneuriat Social est partenaire de l'organisation de la **deuxième conférence annuelle de l'EVPA** (European Venture Philanthropy Association), organisation de promotion du capital-risque philanthropique en Europe, dont elle est membre depuis peu. Cet événement se tiendra le 15 septembre prochain au Sénat à Paris. Marie Trellu-Kane interviendra au titre de son expérience d'entrepreneur social (en tant que cofondatrice et présidente d'Unis-Cité).

La compagnie d'assurance belge **Ethias**, société membre du Géma, a sollicité l'expertise de la Chaire Entrepreneuriat Social et notamment de son ingénieur de recherche Rodolphe Vidal, pour relire le rapport de son premier **bilan sociétal**.

Thierry Sibieude a publié le 15 juin dernier dans le cahier n°2 des Echos "L'Art de l'innovation" un article de 2 pages intitulé "**L'entrepreneuriat social, force de changement**".

Elodie Biarnès, étudiante en 3^e année à l'ESSEC, membre de la promotion 2005 de la Chaire Entrepreneuriat Social, a reçu le 30 mai dernier le **premier prix du concours étudiant organisé par l'association "Entreprises pour l'environnement"**. Sur le thème "Notre maison brule... Mais qui sont les pompiers ? Que devraient-ils faire ?", Elodie a orienté sa

réflexion sur la manière d'adapter au niveau sociétal les politiques de conduite du changement en entreprise pour répondre au défi global du développement durable. C'est aussi l'occasion de saluer le travail d'Elodie qui a collaboré pendant quinze mois à cette newsletter et qui part, en ce début juillet, pour 6 mois (au moins) à Buenos Aires. Bon vent et merci à elle. C'est Colette Corribras qui reprend le flambeau.

AGENDA

Solidays
du 7 au 9 juillet, à Paris

Réunion du Comité de direction de la MAIF sur le Campus de l'ESSEC à Cergy
le 6 septembre, ESSEC Cergy

Journée AVISE/CDC sur l'essaimage - Présentation des travaux de la Chaire Entrepreneuriat Social sur la répliation des initiatives innovantes sur de nouveaux territoires
le 13 septembre, Paris

2ème congrès annuel de l'EVPA (European Venture Philanthropy Association)
le 15 septembre, Paris

4èmes Universités d'Automne de l'Humanitaire
du 28 au 30 septembre 2006, Paris

Premier forum national de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire - organisé par le CJDES et l'AFIJ
du 13 au 14 octobre 2006, Paris

NOS PARTENAIRES

Partenaires fondateurs :

MAIF

MACIF

Caisse des dépôts et consignations

Les Caisses d'Epargne

Partenaires associés :

Redacts

SFR

Eco-emballages